
«Je vais vous dire en toute franchise...»

Hamadi Essid

Le 3 avril 1991, Hamadi Essid était l'invité de la Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat. Cette audition, peu après la guerre du Golfe, a été l'occasion pour l'ambassadeur délégué permanent de Tunisie auprès de l'Unesco, ancien représentant de la Ligue arabe à Paris, qui voulait être avant tout le porte-parole des Arabes, de s'exprimer en toute liberté sur de nombreux sujets, en répondant aux questions des sénateurs. *Extraits.*

«(...) Il est vrai que je ne me suis pas tenu aux règles du consensus des Etats et je me suis permis, depuis le début de cette crise devenue conflit, puis guerre, de donner mon avis qui me semble avoir été plus proche de celui des peuples arabes.

Ce que je vais vous dire, je vais vous le dire en toute franchise parce que je vous dois le respect de la sincérité, donc en dehors de toutes les règles et réserves diplomatiques et je crois que c'est pour cela que vous m'avez choisi pour vous parler. Je ne suis pas l'ambassadeur de Tunisie en France, je ne suis pas lié par les règles habituelles qui limitent l'expression d'un ambassadeur, et je parle surtout en tant qu'Arabe qui connaît bien la sensibilité arabe et qui a eu à plusieurs reprises l'occasion d'en parler et même de critiquer certains d'entre vous qui sont ici présents et qui m'ont semblé parfois glisser sur le terrain de l'exégèse de l'arabité.»

La langue arabe

«(...) En France, vit une population d'origine arabe d'environ trois millions et davantage de Musulmans qui ont pour langue liturgique l'arabe. L'enseignement de cette langue est non seulement en régression, mais elle est considérée, paradoxalement comme "langue rare" par décision du ministère de l'Éducation Nationale. Il est assez étonnant tout de même qu'en France, où l'Islam est la deuxième religion et l'arabe la deuxième langue parlée, l'on considère "rare" la langue liturgique d'un milliard d'habitants de la terre et de plus de 200 millions d'arabophones.

Et nous voyons, non seulement l'enseignement de l'arabe se réduire, mais aussi celui de la culture arabe, de la philosophie médiévale d'origine et d'influence arabe et tout ce qui, en somme, pourrait contribuer justement à ce dialogue qui est aujourd'hui, au mieux, deux monologues parallèles (...)

L'enseignement de la langue arabe est important uniquement si on n'enseigne pas la langue arabe exclusivement aux Arabes, parce qu'alors elle devient une langue de ghetto. Il y a une expérience particulièrement enrichissante, exaltante, que j'ai connue : dans une école de la rue de Tanger, quartier populaire à forte densité immigrée, l'arabe fut enseigné non pas aux seuls Arabes mais à tous les élèves.

Grâce à cette expérience, un changement remarquable s'est opéré dans les attitudes de tout le quartier. Les petits Africains noirs qui ont appris l'arabe ont été revalorisés dans la communauté africaine parce qu'ils pouvaient lire le Coran dans le texte, les petits Français du quartier parce qu'ils parlaient une langue, par principe langue de l'autre, langue la plus étrangère, langue impossible, et même les petits Arabes se sont réconciliés avec la génération précédente parce qu'ils ont senti que cette langue, qu'ils vivaient mal parce qu'elle était en quelque sorte mal considérée, était officialisée.

Il faut traiter la langue arabe comme une langue vivante, qui va permettre à la France d'accéder à une culture et à un marché, et je ne veux pas du tout que les petits Arabes apprennent l'arabe. Ce que j'aimerais, c'est que les petits Français "de souche" apprennent l'arabe comme ils apprennent l'espagnol, le russe ou l'italien.»

L'immigration

«(...)L'immigration maghrébine n'est pas seulement un problème pour vous. L'émigration l'est également pour les Maghrébins et il est évident qu'une révision du principe de coopération est devenue indispensable, c'est-à-dire le passage de l'idée d'une aide de la France ou de l'Europe aux pays du Maghreb, à ce fonds de développement

commun, proposé par le président tunisien qui pourrait en amorcer la solution et apaiser ainsi quelques unes de nos inquiétudes, et des vôtres (...))»

La démocratie

« (...) Je sais qu'il y a beaucoup de craintes, d'un côté comme de l'autre. Je sais qu'il y a beaucoup de malentendus, en particulier en ce qui concerne l'évolution du Maghreb. Et cela est assez déconcertant pour les Maghrébins. On veut par exemple que le Maghreb s'ouvre à la démocratie et au multipartisme. Mais quand on s'engage dans ce processus, on ne sait pas nécessairement sur quoi il va déboucher. Lorsqu'en Algérie la démocratie a débouché, pour un temps, j'en suis convaincu, sur le FIS donc sur une majorité islamiste — ce qui n'est pas synonyme de musulman — alors on a eu peur de la démocratie.

Nous avons vu la même réaction américaine vis-à-vis de la Jordanie. Ailleurs, la démocratie est découragée, puisque dans un certain nombre de pays qui s'ouvriraient au pluripartisme, l'aide américaine — au demeurant fort modeste — est gelée, pour les sanctionner de ne s'être pas alignés sur la politique de Washington, ce qui à l'évidence, n'est pas de nature à encourager le mouvement démocratique» (...)

La Palestine

« (...) Depuis le congrès palestinien d'Alger et la réunion de Genève (1988), il y a eu une reconnaissance explicite de l'Etat israélien et c'est avec l'Etat israélien que les Palestiniens veulent négocier, veulent discuter, veulent dialoguer. Simplement, l'Etat israélien est aujourd'hui représenté par Shamir et par un gouvernement dont certains membres prônent une solution finale fascisante au problème palestinien qui consiste à déporter tous les Palestiniens des territoires occupés vers les pays arabes voisins.

C'est donc un gouvernement qui refuse le dialogue et qui rejette la représentativité de l'OLP. Des élections anticipées pourraient aboutir à une représentation légalement élue du peuple palestinien. Mais lorsque cette proposition fut faite, Shamir s'empressa de la corriger : "D'abord, les Palestiniens de Jérusalem-Est n'auront pas le droit de participer à ces élections, ensuite nous aurons un droit de regard sur tous les élus, et tous ceux qui, de près ou de loin, auront eu des contacts avec l'OLP seront disqualifiés."

Il est évident que ce genre de projet ne risque guère de dégager une représentation légitime du peuple palestinien. Cependant, si des élections avaient lieu — sous contrôle international — dans tous les territoires occupés et dans Jérusalem-Est annexé, je crois que l'OLP en

accepterait le principe et les résultats d'autant plus qu'elle n'a rien à craindre. Mais si on continue sur la lancée de la politique actuelle, je suis persuadé que dans un an ou deux, ce seront malheureusement les groupuscules extrémistes actuels comme Hamas, c'est à-dire la réaction palestinienne au Goush Emounim, qui risque d'avoir l'audience et la faveur de la rue palestinienne...

Les Arabes sont, à mon avis, prêts à entreprendre avec Israël la discussion directe pour peu qu'il accepte que les principaux intéressés y participent : les Palestiniens, élus démocratiquement et d'une manière tout à fait libre. En effet, vouloir négocier le problème palestinien avec les Syriens ou les Jordaniens ne le réglera pas. Au contraire, il le compliquera encore plus. Mais si les Israéliens acceptaient de discuter directement avec des Palestiniens élus, y compris ceux qui se réclameront de l'OLP, ni la Jordanie ni la Syrie ne refuseraient de participer à ces négociations.

Israël reste un pays artificiel comme le sera également demain la Palestine. et ces deux pays seront ainsi obligés de vivre grâce à l'assistance de la communauté internationale. Le seul moyen pour eux comme pour la Jordanie de vivre dans des conditions d'économie et de sécurité normales en tant qu'Etat souverain passe par la création d'une confédération entre ces trois pays : la Jordanie, la Palestine et Israël. Les Israéliens ont besoin des Palestiniens autant que les Palestiniens ont besoins des Israéliens, et cela pour longtemps» (...)

Le nouvel ordre international

« (...) Qu'allons-nous pouvoir faire, ensemble, pour le règlement du problème palestinien ? Nous avons eu pendant le conflit du Golfe — et un peu pour faire passer une guerre dont je reste persuadé que nous aurions pu faire l'économie tout en arrivant au même résultat : libérer le Koweït — un discours qui tenait à nous convaincre que "le nouvel ordre international" allait commencer pour tout le monde et que tous les pays et toutes les causes justes allaient en profiter. Nous avons commencé à évoquer toutes les résolutions des Nations Unies sur le problème palestinien qui, jusqu'ici, étaient demeurées lettre morte.

Il nous a semblé alors comprendre que, dans l'esprit de ses promoteurs, le nouvel ordre international n'avait pas d'effet rétroactif. Pour les Palestiniens, toutes les concessions possibles ont été faites, tout ce qui reste à leur demander aujourd'hui c'est qu'ils renoncent à l'objectif essentiel qui est la création d'un Etat palestinien.

Malgré tous ces efforts de conciliation, non seulement rien n'a été réalisé, mais, depuis l'établissement de ce nouvel ordre international, quatre nouvelles résolutions sur la Palestine ont été bloquées. Après le massacre de l'enceinte de la Mosquée de Jérusalem, une résolution a été

votee par tous les membres du Conseil de sécurité y compris les Etats Unis. Elle a été rejetée par Israël. Puis les Etats-Unis se sont abstenus sur une résolution contre le bannissement des Palestiniens des territoires occupés et ils ont opposé leur veto à une résolution interdisant de nouvelles colonies dans ces territoires...

Pour les Palestiniens donc, les premiers pas faits dans ce nouvel ordre international ne sont guère prometteurs pour la résolution d'autres problèmes arabes en dehors de celui du Koweït. Vous comprenez, par conséquent, que dans le monde arabe ce nouvel ordre international ne provoque pas l'enthousiasme des foules.

Le rôle de la France

« (...) Parce que nous estimons important le rôle de la France, nous sommes inquiets sur la véritable position de votre pays. Nous pensons cependant que la France doit continuer à être la porte ouverte sur l'arabité et sur l'Islam. C'est son rôle tel qu'il a été défini par l'histoire, par la géographie et surtout par la culture.

Cela devrait nous inciter les uns et les autres à établir plus rapidement et plus efficacement un dialogue, parce que dans le monde arabe, on continue, malgré les déceptions de ces derniers mois, à compter sur votre pays pour être le pont entre le Sud et le Nord et en particulier entre le Maghreb et l'Europe de 1993.

Le monde arabe semble ne pas vouloir remplacer la France comme interlocuteur privilégié. C'est donc là un rôle unique que la France, seule, peut jouer. Elle peut se joindre pour le reste à d'autres pays européens, mais il y a là une chance pour toute l'Europe que la France soit justement ce pont entre eux et le monde arabe.

Ce qui a un peu déçu les maghrébins en particulier, c'est la hâte qu'ils ont remarquée en France et dans les autres pays européens, à se soucier des problèmes de l'Europe de l'Est et à créer à cet effet une banque de développement, alors qu'une proposition similaire pour le Maghreb attend depuis des années.

Je veux ajouter là quelque chose de tout à fait personnel. Il va falloir, à mon avis, inciter les pays du Maghreb — et en particulier les pays qui, comme la Tunisie et le Maroc, ont une tradition de convivialité — à accepter, eux aussi, l'idée d'une immigration occidentale, à concevoir l'immigration comme un échange. Je crois qu'une présence occidentale dans nos pays pourrait être bénéfique aussi bien pour vous que pour nous » (...)

L'intégrisme

« (...) Ce qu'on appelle l'intégrisme ou le fondamentalisme ou

l'islamisme a été un mouvement de mécontentement populaire exprimé sous la seule bannière licite : l'Islam. On ne pouvait s'exprimer si on n'appartenait pas au Parti unique que ce soit en Algérie ou en Tunisie.

Est arrivé Khomeiny, avec ce qui a semblé aux foules musulmanes le succès d'une idéologie nouvelle et qui éveillait des nostalgies de grandeur ; beaucoup se sont lancés dans "l'islamisme", beaucoup parmi les intellectuels l'ont encensé, en particulier d'ailleurs dans les pays sunnites qui, idéologiquement, ne pouvaient pas s'accommoder du chiisme. Pour les chiïtes en effet, l'Imam qui dirige la communauté doit être de la famille du prophète, ce qui aboutit à une sorte de monarchie de droit divin, incompatible avec l'attachement du sunnisme à la loi du consensus.

Le khomeinisme a connu ce succès parce qu'il donnait une assise religieuse donc licite à leurs revendications. L'Islam étant religion d'Etat dans les pays arabes, ceux qui s'en réclamaient croyaient pouvoir éviter, en tout cas, d'être accusés d'adhérer à des idéologies d'importation. C'est jouer sur l'équivoque car le fondamentalisme est, lui aussi, idéologie d'importation.

En l'absence d'expression démocratique, l'intégrisme permettait de canaliser toutes les colères (...)

L'intégrisme musulman s'essouffle malgré les excès que l'on relève ici et là et en particulier dans les pays maghrébins. Cela est très important. J'y vois le résultat de l'instauration du processus démocratique. Il ne s'agit certes pas de l'avènement de la démocratie dans son acception occidentale mais de la recherche, par le multipartisme, d'une voie pour l'expression populaire, d'une réflexion plurielle, d'une plus grande participation à la décision. Les problèmes sont complexes et on ne peut pas attendre d'un pays qu'il passe, brutalement, du régime de parti unique à une démocratie à l'occidentale» (...)

La guerre du Golfe

« (...) Puisque j'ai promis de vous parler en toute franchise et en dehors des règles diplomatiques, je mets Saddam Hussein dans la catégorie des dictateurs, mais pourquoi "arabe" ? Un dictateur sanguinaire peut être arabe ou ne pas être arabe.

Il y a dans le monde arabe comme ailleurs des dictateurs sanguinaires, d'autres qui le sont moins, des despotes éclairés, des démocrates. On ne tient pas à se souvenir, parmi les pays arabes coalisés de ce que je disais avant que je ne sois obligé de quitter la Ligue : " Attention à cette rhétorique d'agression et de violence. Vous aller faire d'un dictateur qui ne correspond pas du tout à notre idéal de leader arabe, un héros populaire." J'ai reçu des protestations des

ambassades d'Egypte et d'Arabie Saoudite. Et Saddam Hussein est devenu effectivement populaire. Il ne l'est plus autant aujourd'hui parce qu'on est d'autant plus populaire qu'on est victorieux. Mais je crois que le langage du président Bush a beaucoup contribué à faire de lui une sorte de martyr de la "cause arabe." Quand un chef d'Etat occidental traite un chef d'Etat arabe de "son of a bitch", il ne faut pas s'étonner que les foules arabes, qui sont en retard d'une victoire, se sentent beaucoup plus proches de Saddam Hussein que du président Bush.

Ce que je peux vous assurer c'est qu'avant cette guerre, Saddam Hussein ne représentait rien de particulier pour la rue arabe. Il était aussi pour la rue arabe, qui aspire partout à la démocratie, un dictateur. Et l'invasion du Koweït a été très mal ressentie par les Arabes. Simplement, la rue a bougé parce qu'elle a considéré que la guerre qui était faite à Saddam Hussein était faite contre l'Irak et qu'elle avait d'autres objectifs que la libération du Koweït. Ce qui se passe actuellement dans la région nous le confirme et j'insiste sur le fait qu'on aurait pu libérer le Koweït dans l'état où il était, sans une guerre qui a coûté entre 200 et 400 milliards de dollars et qui a peut-être - c'est là un aspect positif - montré à quel point tous les régimes de cette région sont maintenus de manière tout à fait artificielle, par une sorte de convergences d'intérêts américano-britanniques.

Tout cela, plus un climat de revanche, de vengeance, de vengeance entre pays arabes, plus une dilapidation de toutes les richesses qui fait que le Koweït et l'Arabie Saoudite sont obligés, aujourd'hui, d'avoir recours aux emprunts, ne me rassure pas sur la véritable finalité d'une guerre qui a aussi, il ne faut pas l'oublier, coûté, d'après les sources britanniques, 185 000 morts, auxquels il faudra ajouter cinq ou six cent mille handicapés et mutilés, et des millions de personnes à l'avenir compromis» (...)

La Oumma

« (...) Cela me permet de lever une autre équivoque : j'entends depuis plusieurs semaines répéter : "Les Kurdes ! Les Chiïtes !" Personne ne parle des Irakiens. Les Kurdes et les Chiïtes sont des Irakiens ! Et si on veut les soutenir, il ne faut pas leur apporter de l'aide en tant que Kurdes ou en tant que Chiïtes, mais en tant qu'Irakiens, car dès lors qu'on place le soutien aux Kurdes sous l'angle confessionnel ou sous l'angle ethnique, comme on l'a fait trop souvent pour le Liban, on fait perdre de la légitimité à la cause kurde et on perd beaucoup de sa propre crédibilité parce qu'on donne l'impression de souhaiter le démembrement de la région. Et il faudrait d'abord vous entendre avec vos alliés pour s'assurer qu'ils sont prêts

eux aussi à accorder l'autonomie aux Kurdes de Turquie, de Syrie et d'Union soviétique.

Nous sommes pour que justice soit rendue à toutes les victimes de toutes les répressions, mais si l'on place cela sous l'angle ethnique ou confessionnel, il y a un problème très grave qui sera soulevé ailleurs dans d'autres pays arabes. Le Maghreb est une région essentiellement berbère mais l'arabité n'est définie ni par la race ni par la confession. Lorsque le prophète est venu avec la nouvelle religion, le Hedjaz sur la route des caravanes était déjà un pays multi-ethnique.

Ainsi quand on dit "un Arabe" on dit quelqu'un qui parle l'arabe, qui fait partie d'un espace qui s'appelle le monde arabe parce qu'il a été arabisé, mais d'autres pays islamisés, avec parfois les mêmes ethnies ne l'ont pas été et ils ne font pas partie du monde arabe mais du monde musulman.

Quand nous parlions de Saladin, personne ne disait : "C'est un Arabe d'origine kurde" parce qu'au fond, il n'y a pas d'Arabe qui ne soit de quelque autre origine...

En Tunisie si vous vous intéressez à la toponymie, vous verrez qu'aussi bien des régions que des personnes portent des noms de tous les pays dont sont venus des immigrants, espagnols, italiens, souvent turcs, romains, berbères ou arabes. C'est tout cela qui fait l'arabe et le monde arabe, on n'insiste jamais suffisamment là-dessus et la question revient sans cesse : existe-t-il un monde arabe ? Oui, il existe un monde arabe» (...)